



OBSERVATOIRE FRANÇAIS
DES DROGUES ET DES TOXICOMANIES

RAPPORT D'ACTIVITE 1997

SOMMAIRE

1. ADMINISTRATION DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC.....	5
2. PROGRAMME DE TRAVAIL 1997.....	10
3. AMELIORATION DES INDICATEURS.....	11
4. TENDANCES RECENTES	12
5. ENQUETE EN POPULATION GENERALE.....	13
6. ETUDES	14
7. EVALUATION.....	21
8. MISE EN VALEUR DES CONNAISSANCES ET DES DONNEES DISPONIBLES	22
9. RESEAU D'INFORMATION SUR LES DROGUES ET LES TOXICOMANIES REITOX FRANCE	24
10. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OBSERVATOIRE EUROPEEN DES DROGUES ET DES TOXICOMANIES.....	31
11. TRAVAUX INTERNATIONAUX	33
ANNEXES	33

INTRODUCTION

Ce rapport couvre la période de janvier 1997 à décembre 1997, deuxième année d'activité de l'observatoire (GIP).

L'année 1997 a été pour l'observatoire synonyme d'expansion. Fidèle à ses principes d'action de transversalité et complémentarité, l'observatoire a mis en œuvre son second programme de travail grâce à la très forte mobilisation d'une équipe permanente volontairement resserrée et à la participation à sa mission de partenaires extérieurs, consolidant par ailleurs les mailles d'un réseau d'information sur les drogues et les toxicomanies.

Après une première phase d'activité centrée sur le repérage, l'analyse des sources d'information statistiques, la synthèse des indicateurs et des tendances disponibles, la diffusion des données et connaissances disponibles, l'observatoire s'est attaché cette année à centrer son effort sur l'amélioration à apporter au système d'information existant. En prolongement du socle constitué par ces premières approches, dont il a assuré la maintenance (répertoire des sources d'information, veille des indicateurs...), trois grandes perspectives à moyen terme ont été engagées :

- La mise en place d'une enquête en population générale ;
- Le développement d'un dispositif d'observation des tendances récentes ;
- La mise en œuvre d'un programme d'études.

Si les deux premiers chantiers sont restés pour cette année au stade de la réflexion et de l'analyse des conditions de faisabilité, le troisième a été mené à bien, et à la fin de l'année une vingtaine de projets étaient retenus. Leurs résultats viendront enrichir les futurs travaux de synthèse sur l'état du phénomène « drogues et toxicomanies » en France que l'observatoire entreprendra.

1. ADMINISTRATION DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC

1.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration s'est réuni quatre fois :

- **séance du 6 février 1997**
 - ✓ Collège Scientifique : désignation de deux nouveaux membres
 - ✓ Programme d'études 1997 : orientations prioritaires
 - ✓ Décision modificative n°97-1
- **séance du 30 avril 1997**
 - ✓ Rapport d'activité 1996
 - ✓ Compte financier 1996

- ✓ Programme d'études 1997 : appel à projets, évaluation des actions
- ✓ Réorganisation du pôle "statistiques"
- ✓ Décision modificative n°97-2
- **séance du 8 octobre 1997**
 - ✓ Programme d'études :
 - * appel à projets : présentation de la procédure d'évaluation ; liste des projets retenus
 - * délibération n°97-4
 - ✓ Personnel : création de 2 postes permanents au pôle "indicateurs et études" ; délibération n°97-6
 - ✓ Information sur les travaux en cours aux niveaux national et européen
 - ✓ Décision modificative n°97-3 à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) 1997
 - ✓ Préparation du programme de travail 1998 et du budget 1998
- **séance du 9 décembre 1997**
 - ✓ programme de travail 1998
 - ✓ Etat prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 1998
 - ✓ Programme d'études 1997 : information

1.2 COLLEGE SCIENTIFIQUE

Le collège scientifique s'est réuni sept fois en 1997 :

- **séance du 7 janvier 1997 (ordre du jour unique)**
 - ✓ Programme d'études de l'OFDT
- **séance du 18 février 1997**
 - ✓ Examen des textes d'appel à projets
 - ✓ Discussion de la diffusion de l'appel d'offres
 - ✓ Discussion du formalisme pour l'examen des projets fournis : résumés distribués aux membres du collège scientifique, cadre descriptif pour chaque projet à remplir
 - ✓ Discussion de la procédure d'examen : constitution d'un bureau et affectation des projets par le bureau, désignation de deux rapporteurs par projet, examen des rapports en séance plénière et vote à bulletin secret
- **séance du 22 avril 1997**
 - ✓ Appel à projets - programme d'études de l'OFDT : bureau et procédure envisagée
 - ✓ Programme d'études de l'OFDT : les questions d'évaluation
 - ✓ Suivi des tendances récentes : projet, constitution d'un groupe de travail
 - ✓ Enquête en population générale : projet, constitution d'un groupe de travail

- ✓ Travaux européens : conférence sur l'évaluation de la prévention de la toxicomanie, Information Map II
- ✓ Rapport « Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances » édition 1998
- **séance du 10 juin 1997**
 - ✓ première session d'examen des projets d'études
- **séance du 24 juin 1997**
 - ✓ seconde session d'examen des projets d'études
- **séance du 28 octobre 1997**
 - ✓ réexamen des projets d'études suite à la décision du conseil d'administration du 8 octobre
- **séance du 4 décembre 1997**
 - ✓ Appel à projets - programme d'études de l'OFDT : Bureau et procédure envisagée
 - ✓ Examen des projets d'évaluation du Bus Méthadone
 - ✓ Point d'information sur l'appel à projets pour l'évaluation des interventions en milieu scolaire
 - ✓ Programme de travail de l'OFDT
 - ✓ Rapport « Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances », édition 1998
 - ✓ Enquête en population générale
 - ✓ Projet d'extension de l'étude "capture-recapture" pour une estimation de la prévalence sur Toulouse
 - ✓ Projet d'étude "Early Warning System"

1.3 PERSONNEL

L'équipe permanente a été renforcée par l'ouverture de nouveaux postes permanents (voir organigramme en annexe).

- **Un chargé d'études pour le pôle "Etudes et indicateurs"** (octobre)
- **Une assistante du pôle "Etudes et indicateurs"** (octobre)
- **Un chargé de mission "Bulletin Electronique"** (décembre)
- **Un chargé de mission "Enquête en population générale"** (septembre)

La mise en œuvre des recrutements sur les postes s'est avérée très difficile et a exigé des délais qui ont pu réduire les activités initialement prévues. L'exploration des possibilités d'apport de personnel par les membres du groupement, disposition normale prévue dans la convention constitutive, n'a pas donné de résultats satisfaisants. Aussi, à l'exception d'un cas, les postes ont été pourvus par des recrutements en propre.

Au 31 décembre, l'équipe comportait 11 postes permanents. Trois postes étaient pourvus par des mises à disposition ou des détachements, quatre par des CDI, trois

par des CDD, le dernier poste n'était pas pourvu. Des ressources humaines complémentaires et ponctuelles ont également été déployées :

- CDD pour le suivi des travaux européens
- stagiaires (rapport au groupe Pompidou, bulletin électronique)
- personnel intérimaire (Rencontres Nationales du 12 et 13 décembre 1997)

1.4 FONCTIONNEMENT, SECRETARIAT

Les tâches administratives assurées par l'équipe permanente se sont très fortement multipliées pour faire face :

- au bon fonctionnement institutionnel du GIP
- aux exigences de travail de son mode en réseau coopératif
- à l'augmentation des demandes adressées à l'OFDT, service public d'information

Au cours de l'année écoulée, le secrétariat a, notamment, effectué les travaux suivants :

- Traitement et envoi d'environ 500 courriers,
- Traitement et envoi de 20 000 plis postaux
- Envoi d'environ 300 télécopies,
- Réception de plus de 2 000 appels
- Enregistrement et traitement de 1 700 lettres ("courrier arrivé"), et d'environ 1 500 courriers électroniques (e-mail) émanant de France mais aussi de l'étranger (OEDT, Lisbonne)
- Préparation d'environ 60 missions (dont une vingtaine à l'étranger)
- Traitement et/ou transmission de plus de 150 demandes d'information diverses reçues par fax, voie postale mais également par courrier électronique (demandes de rapports, questions de la part de journalistes, d'associations, d'ambassades, et des courriers émanant de particuliers)
- Diffusion de rapports, souvent en collaboration avec le service de Documentation de l'OFDT. Ainsi, pour le rapport statistique « Drogues et toxicomanies, indicateurs et tendances, édition 96 » environ 2 000 exemplaires ont été envoyés

1.5 GESTION - BUDGET ET COMPTABILITE

La comptabilité du groupement est tenue, selon les règles de la comptabilité publique, par un agent comptable nommé par arrêté (18 mai 1993) du ministère chargé du budget.

L'OFDT est une petite structure, de ce fait l'Agence Comptable assure deux rôles.

1) Tout d'abord son rôle traditionnel de comptable, caissier et payeur :

- Contrôle de régularité et non d'opportunité des opérations et leur paiement ;

- Gestion des amortissements comptables ;
- Encaissement, vérification et recouvrement des recettes ;
- Production en fin d'année budgétaire du compte financier.

2) Par ailleurs un rôle de gestionnaire en exécutant pour le compte de l'ordonnateur et sous son contrôle certaines tâches matérielles :

- Pour le service financier : élaboration et suivi du budget et des décisions modificatives, états de contrôle de gestion ; établissement des engagements comptables, des bons de commande, des liquidations et des mandats ; calcul et liquidation des frais de missions ; gestion des conventions d'études (établissement et suivi financier) ; gestion du prêt de matériel.
- Pour le service du personnel : établissement des contrats d'embauche, gestion des congés annuels et maladie ; élaboration et comptabilité des feuilles de paie, des charges sur salaire, ainsi que les déclarations mensuelles, trimestrielles, annuelles des charges.

En toute hypothèse, ces attributions de services gestionnaires et financiers au sens large, trouvent leur limite dans le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables. L'agent comptable ne peut en aucun cas empiéter sur le pouvoir de décision de l'ordonnateur. Ainsi il lui est interdit notamment :

- De procéder à des engagements de dépenses tels que signature des bons de commande, passation de marchés, conclusion de contrats engageant l'établissement, acquisitions de biens, etc....
- De certifier le service fait ;
- De juger de l'opportunité.

La gestion de l'observatoire se déroule dans le cadre d'un Etat des Prévisions des Recettes et des Dépenses (EPRD) établi dans le respect de la réglementation budgétaire et comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial.

La comptabilité du groupement permet à la fois de rendre compte de la manière dont les prévisions ont été réalisées, et de retracer les flux financiers et patrimoniaux afin de permettre l'élaboration de résultats annuels significatifs ainsi que, le cas échéant, leur prolongement sur le plan analytique.

L'exécution de l'EPRD de 1997 de l'observatoire se traduit en grandes masses de la manière suivante :

Recettes réalisées en 1997	
Subventions crédits interministériels "lutte contre la drogue et la toxicomanie"	10 500 kF
Autres subventions ou mises à disposition d'Etat	581 kF
Subventions européennes	429 kF
Produits de gestion courante et produits exceptionnels	13 kF

Total	11 523 kF
Dépenses engagées en 97	
Etudes et indicateurs	6 393 kF
Reitox France	2 761 kF
Autres dépenses	2 761 kF
TOTAL dépenses	11 915 kF
dont : études engagées en 1996 et 1997, dépense reportée en 1998	4 272 kF

2. PROGRAMME DE TRAVAIL 1997

Le **programme de travail**, approuvé par le conseil d'administration a été le suivant :

- Amélioration de la fiabilité des **indicateurs permanents** mobilisés dans le cadre du rapport statistique, et élaboration de nouveaux, notamment sur le thème de la prévalence, de la mortalité et de la mesure des moyens mobilisés pour la lutte contre la drogue et la toxicomanie.
- Consolidation du dispositif complémentaire de **suivi des tendances récentes** de l'usage de drogue par l'extension du réseau de personnes ou organismes capteurs de nouvelles tendances et la mise en place d'une organisation qui permette leur analyse et leur synthèse.
- Etude et préparation d'un dispositif d'observation globale des consommations et des comportements vis à vis des drogues qui pourrait prendre la forme d'une **enquête en population générale** lancée en 1998 dans un cadre européen.
- Définition et lancement d'un **programme d'études**, prenant notamment en compte la nécessité de développer les méthodes d'évaluation, et suivi des études lancées les années précédentes.
- Contribution à la **mise en valeur des données et connaissances** disponibles par : la rédaction d'articles, la production de synthèses sur des résultats d'enquêtes, statistiques ou études et la production d'un bulletin d'information périodique.
- Consolidation du **réseau d'information sur les drogues et les toxicomanies** (Reitox France) par la connexion de nouveaux partenaires et l'animation du réseau.
- Ouverture d'un **bulletin électronique** comportant : des informations sur les travaux réalisés par l'observatoire et ses partenaires, et l'accès à des bases de données permanentes.
- Participation au programme de travail 1997 de l'**observatoire européen**, et plus particulièrement au programme développé par le réseau européen REITOX, au sein duquel l'observatoire assure le rôle de point focal national, qui prévoit notamment une contribution à la réalisation du rapport annuel sur l'état du phénomène des drogues et des toxicomanies.

- Participation aux **travaux internationaux** développés dans le champ de compétence de l'observatoire, notamment dans le cadre des programmes de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe.

3. AMELIORATION DES INDICATEURS

Un travail bipartite avec Drogue Info Service a été réalisé : une stagiaire statisticienne a exploité à l'OFDT la base des fiches d'appel à Drogues Info Service en 1996 sous l'angle général, sous l'angle cannabis seul à la demande de DIS et sous l'angle ecstasy dans l'optique d'évaluer si cette base permettait de repérer certaines tendances récentes.

Une étude sur la région de Toulouse a été menée par l'ORS Midi Pyrénées (P.Y. Bello). La méthode dite « capture-recapture » testée précédemment a été appliquée en prospectif et étendue aux sources de données répressives. Les améliorations apportées au protocole méthodologique ont permis : de consolider les estimations de prévalence sur l'agglomération toulousaine, de mieux cerner les flux de population entre structures et d'élaborer des hypothèses d'extrapolation de l'estimation de la prévalence au niveau national. Ce travail s'est inscrit comme une des études pilotes conduites sur différentes villes européennes coordonnées par l'OEDT.

Un prolongement de ce travail a été lancé en fin d'année. Il vise à étudier la faisabilité d'une estimation simultanée de la prévalence de l'usage d'opiacés par cette méthode sur 3 agglomérations urbaines différentes, et la faisabilité d'une extrapolation des estimations obtenues à une estimation nationale. La coordination de cette nouvelle étude a été confiée à l'équipe de Toulouse.

Un projet d'exploitation en collaboration avec l'ORS Ile-de-France des certificats de décès (base INSERM SC8) sous l'angle « décès relatifs à la toxicomanie » a été élaboré. Une demande d'extraction de la base va être faite à l'INSERM. Ces données, produites régulièrement, viendront compléter celles de l'OCRTIS relatives aux décès par surdose constatés par les services de police.

Une exploitation annuelle des sources statistiques du Ministère de la Justice sous l'angle des ILS a été demandée. Ces données, produites régulièrement, viendront compléter les indicateurs permanents actuellement disponibles.

Une exploitation du fichier national des auteurs d'infractions à la législation sur les stupéfiants de l'OCRTIS au niveau individu a été réalisée. Elle a produit des résultats portant non plus uniquement sur les actes (interpellations), mais également sur les individus. Les nouveaux indicateurs pourront venir enrichir le rapport annuel que produit l'OCRTIS, ainsi que la prochaine édition du rapport de l'observatoire. Ils permettront également de consolider l'estimation du nombre de toxicomanes en France.

L'OFDT a participé à la refonte de l'enquête annuelle du SESI et fait des propositions prenant en compte une vision globale des systèmes d'information en ce domaine et les travaux de standardisation conduits en Europe.

4. TENDANCES RECENTES

4.1 LE SYSTEME D'ALERTE SUR LES DROGUES SYNTHETIQUES

Le conseil européen a adopté le 12 juin 1997, sur la base de l'article K3 du traité de l'Union Européenne, une action commune visant à créer un dispositif d'échange rapide d'information sur les nouvelles drogues synthétiques, d'évaluation de leurs risques afin de permettre la mise en œuvre de nouvelles mesures de contrôle. L'OEDT et EUROPOL doivent jouer un rôle pivot dans la mise en place et la gestion du dispositif. Pour sa part, l'OEDT inscrit le rôle qu'il doit jouer dans la mise en place de ce dispositif dans son programme de travail et son budget 98.

Les Etats membres sont appelés à participer activement à ce dispositif par le correspondant national d'EUROPOL (au ministère de l'Intérieur) et le point focal national du réseau REITOX (l'Observatoire Français des Drogues et des toxicomanies). Les Etats membres doivent se doter des moyens d'alimenter à terme le dispositif.

Un tel système comprendra : un réseau d'informateurs clefs, avec une procédure de collecte rapide (via Internet) de rapports périodiques ; des enquêtes rapides et ciblées sur un point mis en relief par le réseau ; l'analyse et l'évaluation des informations collectées par des experts au sein du collège scientifique de l'OEDT. La nature de l'information échangée couvre : une description physique et chimique du produit, les modes d'usage, les risques associés, les précurseurs chimiques.

En décembre, à la demande de l'OEDT, l'OFDT a rédigé un rapport sur les conditions de mise en place de l'action commune en France. Ce rapport se plaçait dans une perspective plus large de mise en place d'un dispositif de suivi des tendances récentes dans le champ des toxicomanies en France.

4.2 LE DISPOSITIF DE SUIVI DES TENDANCES RECENTES

Dès sa création, l'OFDT s'est engagé sur la mise en place d'un dispositif d'observation des tendances récentes sur les usages de drogues, plutôt pensé comme un système de surveillance (tourné vers la planification ou l'aide à la décision publique) intégrant, le cas échéant, des données des systèmes d'alerte (tourné vers des objectifs d'action rapide) existants en France : pharmacovigilance, CEIP, OCRTIS.

Le système envisagé, complémentaire du système existant délivrant les tendances lourdes d'évolution devrait, couvrir à la fois le domaine de l'offre et de la demande de drogues, et fonctionner en réseau coopératif. Les sources à mobiliser sont à la

fois : les sources institutionnelles classiques ; enquêtes (ethnographiques) sur des populations particulières ; systèmes sentinelles impliquant experts, acteurs de terrain et consommateurs ; médias utilisés ou aptes à toucher les consommateurs (Internet ...).

La participation à l'action commune est plutôt centrée sur la notion d'alerte. Néanmoins, il semble possible et cohérent de mettre en perspective, selon une démarche pragmatique, la participation au dispositif européen d'alerte précoce et la mise en place progressive du système national d'observation des tendances récentes.

Le projet de suivi des tendances récentes à fait l'objet de certains travaux préparatoires. La mise en place du réseau français d'information sur les drogues et les toxicomanies (Reitox France) prend en compte depuis son origine cette perspective. Les outils de communication et la dynamique de travail en réseau coopératif de Reitox France seront mis largement à contribution pour ce projet. Des contacts ont été pris avec des acteurs du champ des drogues et des toxicomanies qui pourraient se révéler des partenaires clefs. Une réflexion sur les grandes orientations de travail a été amorcée au sein du Collège Scientifique de l'OFDT ; elle devrait se poursuivre dans le cadre d'un groupe de travail à réunir spécifiquement sur le sujet.

Enfin, l'OFDT ayant fait avancer cette idée sur le plan européen, participe activement à une étude de faisabilité de mise en place d'un tel dispositif impliquant cinq Etats membres : Allemagne, Espagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni.

5. ENQUETE EN POPULATION GENERALE

La réflexion sur la mise en place d'un dispositif d'observation en population générale, pérenne et cohérent, a été lancée en septembre 1997. Le choix d'un scénario technique (protocole, partenariat, calendrier) a fait l'objet d'un travail d'investigation qui se poursuit en 1998.

Les principales actions menées en 1997 dans ce domaine sont les suivantes :

- Recensement puis analyse de l'existant en France au regard des besoins en terme de dispositif de recueil de l'information. Rédaction d'un article sur les tendances de consommation de cannabis se dégageant des quelques enquêtes réalisées sur ce thème.
- Démarrage d'une étude approfondie des expériences étrangères par un travail de recherche bibliographique et de relation avec les chercheurs européens.
- Réflexion sur l'investigation sociale autour des sujets sensibles.
- Premières prises de contact avec différents spécialistes afin de monter un groupe de projet méthodologique pour gérer les aspects pratiques des enquêtes. Ce groupe a vocation à être mobilisé autant que de besoin pour aider à la mise en œuvre des actions. Il comprendra des méthodologues, des personnes ayant une bonne connaissance du terrain et des spécialistes de la formulation des questions.

- Recherche de partenaires institutionnels, de collaborations techniques et financières.
- Participation à un groupe européen de réflexion sur la standardisation des méthodes et des concepts autour du domaine, ainsi qu'à la rédaction de la publication des conclusions et des directives issues de ces échanges. L'un des objectifs majeurs de ce projet est d'assurer une bonne comparabilité avec l'étranger et notamment les pays de l'Union Européenne. La publication collective issue du travail de ce groupe sera disponible au printemps 1998.
- Participation, sur les aspects «consommation : approche, évolutions et tendances», au comité d'experts sur la toxicomanie chargé de l'élaboration du projet de plan de communication sur la prévention de l'usage et de la dépendance (CFES, MILD).
- Investigations sur les possibilités de monter un projet d'enquête en population générale dans les DOM.
- Préparation, en lien avec une équipe de l'Université d'Amsterdam, d'un test méthodologique des différents modes de collecte, sous l'égide de l'OEDT. Ce test doit avoir lieu au cours du premier semestre 1998.
- Lancement de la réflexion sur la mise au point d'un questionnaire portant sur la proximité et les perceptions des drogues, en vue de l'intégrer à l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages de l'INSEE.

Le travail effectué en 97 confirme la nécessité de pallier cette lacune du système statistique français en ce domaine. L'étude des modalités de mise en place d'un tel dispositif a conduit à retenir trois grands axes de travail :

- mise en place d'une enquête de consommation en 1999 en privilégiant une logique de suivi des tendances par rapport à une logique de recherche, ce qui implique les conséquences suivantes : questionnaire plutôt léger, reproductibilité et mise en œuvre rapide.
- mise en place d'une enquête sur les perceptions et opinions en 1998.
- participation à l'enquête décennale de santé, pour le long terme. En regard d'un objectif de recherche et de compréhension des consommations, elle apporterait certainement beaucoup et permettrait une bonne prise en compte de l'intrication entre produits licites et illicites.

6. ETUDES

6.1 SUIVI DES ETUDES PRECEDENTES

L'OFDT a suivi les études lancées en 1996, dont la réalisation se prolongeait en 1997 :

Trajectoire des toxicomanes au crack, FIRST, A. Charles-Nicolas

L'étude vise à apporter une réponse aux 5 grandes questions suivantes :

- Qui sont les consommateurs de crack à la Martinique ?
- Par quels processus psychologiques et parcours biographiques ont-ils basculé dans la toxicomanie ?

- Quel rapport entretiennent-ils avec le crack ? Quel rôle joue t-il dans leur vie ?
- Quel est le degré de sévérité de leur toxicomanie ?
- Quelle est leur vision du monde et comment envisagent-ils leur avenir ?

L'ecstasy : projet de recherche pilote, IREP, Dr R. Ingold

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- Décrire les modes de consommation les plus habituels d'ecstasy ;
- Identifier et décrire les consommations associées ;
- Décrire le mode de vie des usagers ;
- Identifier les conséquences médico-légales et cliniques de ces consommations ainsi que des consommations associées ;
- Proposer un type d'analyse permettant de mieux connaître la prévalence actuelle de la consommation d'ecstasy.

Recherche sur les usages d'ecstasy en Gironde, CEID, Dr J.M. Delile

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- Bâtir un corpus de connaissances sur ces usages nouveaux :
 - * enquête bibliographique : historique, produit, contexte international
 - * enquête sur les usages d'ecstasy en Gironde : données épidémiologiques, socio-démographiques, sanitaires, sociales ...
- Modéliser des techniques de recueil de données sur les usages permettant d'obtenir des approximations de prévalence.

Estimation locale de la prévalence des toxicomanies, ORS MIP, P.Y. Bello

L'objectif principal de l'étude consiste à déterminer les conditions de faisabilité d'une estimation de prévalence de la toxicomanie, en France, à un niveau local.

Les objectifs secondaires sont les suivants :

- Estimer par une méthode prospective la prévalence de la toxicomanie à Toulouse ;
- Déterminer les avantages et les inconvénients d'un recueil rétrospectif ou prospectif pour ce type d'estimation ;
- Etudier les réseaux de prise en charge (dépendances statistiques entre services) ;
- Etudier la faisabilité d'autres méthodes d'estimation de la prévalence et leur validation croisée ;
- Etudier les conditions d'une extrapolation des données toulousaines à un niveau national ;
- Définir en collaboration avec d'autres villes européennes les conditions nécessaires et réalisables pour pouvoir établir des comparaisons de taux de prévalence de la toxicomanie.

□ ***Livre blanc Familles et Toxicomanies, FIRST, Dr D. Touzeau***

L'étude a pour objectif principal de faire le point sur les difficultés que rencontrent les familles de toxicomanes, d'en explorer les besoins et les attentes en matière de prévention et de prise en charge. Elle doit constituer un outil d'aide à la décision. Elle donnera lieu à des propositions concrètes et à des recommandations dans les différents domaines concernés.

□ ***Etude de la dépense publique en matière de drogue, ARMI, P. Kopp***

Cette étude est un approfondissement de l'étude financée en 1996 par la MILD'T. Ses principaux objectifs sont :

- Evaluer les coûts sociaux de l'usage et de la répression des drogues illicites, en se focalisant principalement sur la mesure de la dépense publique ;
- Vérifier systématiquement les résultats de l'étude précédente et les soumettre à l'expertise des administrations concernées ;
- Préciser le degré de compatibilité des études utilisées afin de comparer la dépense publique en France, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis ;
- Combler la principale lacune qui consiste en l'absence (volontaire) de collecte sur la dépense locale en matière de prévention et de répression de la drogue.

6.2 PROGRAMME D'ETUDES 1997

Un appel à projets comportant 5 axes d'étude a été élaboré par le Collège scientifique de l'OFDT et lancé en mars 1997 : 86 projets ont été déposés. Ils ont été classés et répartis entre les membres du Collège Scientifique pour examen. Lors de deux séances de travail du Collège Scientifique ils ont été examinés et un vote a eu lieu pour chacun d'entre eux. 16 projets ont été retenus :

□ ***Les urgences comme observatoire des complications aiguës des nouveaux modes d'usage et des "nouvelles drogues, Association Claude Bernard, Dr A.M. Pezous***

L'objectif général de cette étude est de mettre au point un mode de repérage nouveau, dans les services d'urgences, lieux non spécialisés dans le soin aux usagers de drogues et sensibles à l'évolution des nouveaux modes d'usages de substances psychotropes et de leurs complications, afin de permettre une anticipation des tendances en terme de consommation de substances mais aussi de prévision des complications.

Les objectifs spécifiques se situent à deux niveaux :

- Objectif de faisabilité,
- Recueil et analyse de données en vue d'une description des patients usagers de drogues consultant aux urgences, de la nature de leur demande et de la réponse apportée.

□ ***Contribution ethnographique à l'étude de l'ecstasy, IREP, Dr. R. Ingold***

Cette étude est un prolongement de l'étude précédente dont elle propose de consolider les objectifs principaux :

- Décrire les modes de consommation les plus habituels de ce produit ;
- Identifier et décrire les consommations associées (LSD, médicaments, autres drogues) ;
- Décrire le mode de vie des usagers (obtention des informations, réseaux sociaux...),
- Identifier les conséquences médico-légales et sociales de ces consommations ainsi que des consommations associées.

Des axes de travail dans les domaines de la prévention et des soins seront élaborés. Cette élaboration se fera sur la base des observations réalisées et des données recueillies. L'étude visera donc :

- Des pistes de travail en termes de communication en direction des usagers ;
- Une identification des obstacles aux recours aux soins des usagers ;
- Des pistes de travail en termes de formation des travailleurs sociaux et des médecins.

Le coût social des drogues illicites, ARMI, P. Kopp

L'équipe de recherche se propose de compléter la mesure de la dépense publique en matière de drogue par l'analyse de la dépense publique locale puis de quantifier le coût social de la drogue en France.

L'équipe de recherche livrera des modules spécifiques de résultats dont l'analyse donnera lieu au rapport final.

- Une étude de calcul économique du coût social de la drogue en France.
- La maquette d'une comparaison coûts-bénéfices des différentes politiques publiques.

Sur ce dernier point, l'incertitude qui demeure sur la collecte des données ne permet pas de garantir de dépasser le stade de la maquette. Ce module consisterait donc à essayer de comparer, au regard des objectifs que la politique publique est susceptible de se fixer (réduction de la consommation, réduction du nombre de consommateurs, réduction du coût social, etc.), la productivité de chacune des politiques. A l'instar des travaux effectués par le Center for Drug Policy et le NIDA aux Etats-Unis, il semble particulièrement intéressant d'évaluer le coût des moyens mobilisés par les autorités publiques (traitement, substitution, prévention, répression), et d'en préciser le coût et l'efficacité.

Alcool, cannabis, ecstasy chez les 18-25 ans en Centre-Bretagne, ALEAS, I. Bouard

Il s'agit d'une enquête ethnographique exploratoire ayant pour but de mesurer la faisabilité d'une enquête plus approfondie portant sur les diverses consommations de produits psychoactifs (alcool, cannabis, ecstasy).

Etude des filières produits psychotropes à partir des soirées de musique "techno", MSH, M. Schiray

L'objectif premier est d'étudier, pour les différents types de soirées, des pratiques de consommation sous l'angle : des produits et de leurs associations, des rythmes et des fréquences, des quantités, des qualités, des prix et des coûts.

Les résultats des observations directes seront rapprochés de données plus générales de source institutionnelle, pour tenter de proposer des évaluations globales :

- Identifier et analyser l'organisation et le fonctionnement des filières de distribution des différents produits (à la distribution et en amont) ainsi que les modalités de leur association avec les organisateurs de soirées.
- A titre complémentaire, étude des techniques d'échappement des trafiquants et des organisateurs de soirées, notamment avec les nouveaux moyens de communication (y compris Internet).

Le mode d'administration intraveineux de l'héroïne en France, CRIPS, A. Toufik

L'étude a pour principaux objectifs de :

- Déterminer les mécanismes sociaux qui ont conduit à la diffusion et à la perpétuation du mode d'administration intraveineux ;
- Identifier les facteurs qui inhibent ou favorisent la diffusion d'autres modes d'administrations de l'héroïne moins coûteux en terme de morbidité et mortalité ;
- Identifier les principaux éléments qui contribueraient à favoriser la transition vers ces autres modes d'administration.

Les lycéens parisiens et les substances psychoactives : évolutions, INRP, C. de Peretti et ADRESSSE, N. Leselbaum

L'étude vise à :

- Préciser les consommations des lycéens parisiens en matière de substances psychoactives (médicaments psychotropes, tabac, alcool, drogues illicites) ;
- Comparer les résultats obtenus aux études parisiennes précédentes (et notamment celles réalisées en 1983 et 1991) et aussi aux études de références réalisées sur des échantillons "France entière" (INSERM 1993, CFES) ;
- Au-delà des indicateurs d'usage expérimental ou occasionnel, préciser, pour chacun de ces produits, les prévalences des usages importants, fréquents.

Modes d'usage et comportements du cocaïnomane consultant aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu de Paris : aspects cliniques et profil analytique, Hôpital Hôtel-Dieu, Dr O. Diamant-Berger et Pr Guyon

L'objectif général de cette étude est de mettre au point un mode de repérage nouveau, dans les services d'urgences, lieux non spécialisés dans le soin aux usagers de drogues, et sensibles à l'évolution des nouveaux modes d'usages de substances psychotropes et de leur complication, afin de permettre une

anticipation des tendances en termes de consommation de substances mais aussi de prévision des complications.

Les objectifs spécifiques se situent à deux niveaux :

- Objectif de faisabilité ;
 - Recueil et analyse de données en vue d'une description des patients usagers de drogues consultant aux urgences, de la nature de leur demande et de la réponse apportée.
- Incidence de la maternité sur la toxicomanie et interaction mère-enfant, HORIZONS, Dr J. Hebert***

Cette étude se propose de :

- Objectiver la réalité des effets de la toxicomanie parentale sur les interactions mère-enfant,
 - Analyser l'influence de cette maternité sur la trajectoire de ces mères.
- Psychotropes et dépendances : profils des consommateurs et trajectoires de leurs comportements. Approche épidémiologique et sociologique d'une cohorte, Université Nancy I, Ecole de Santé Publique, M. Baumann***

Il s'agit d'analyser pour les femmes et les hommes les relations entre :

- Les raisons et les images évoquées par les consommateurs sur l'utilisation de psychotropes et la dépendance des médicaments en 1997 ;
 - Les profils des consommateurs et les trajectoires de leur consommation entre 94 et 97.
- Suivi et évolution des patients toxicomanes en médecine générale, ARES 92, C. Michon***

L'étude se propose de :

- Décrire la population des usagers de drogues suivis en médecine générale
- ✓ caractéristiques socio-démographiques,
- ✓ insertion sociale,
- ✓ consommation passée et actuelle de drogues et antécédents en rapport avec la toxicomanie.
- Décrire les modalités et le contenu du suivi de ces patients par les médecins généralistes sur une période de 1 an :
 - ✓ en rapport avec la toxicomanie,
 - ✓ en rapport avec les problèmes de santé éventuels,
 - ✓ en relation avec d'autres intervenants médico-sociaux.
- Décrire l'évolution des patients à 6 mois et 1 an après inclusion dans l'étude.

- Toxicomanie et délinquance : trajectoires pénales, CNRS, M.D. Barré***

L'étude vise à :

- Etudier la proportion d'individus mis en cause pour délinquance et pour infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS), appelée bi-implication, la nature de la mise en cause pour ILS, la nature du produit concerné, et le type de délinquance constatée pour les individus par ailleurs mis en cause pour ILS ;
- Suivre l'échantillon de la cohorte d'individus mis en cause pour usage de produits illicites, étudier le traitement pénal de ces individus en tenant compte de leur éventuelle implication pénale dans la délinquance.

- ***Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité, Association Villes et Mouvements, A. Tarrius***

L'étude vise à :

- Identifier précisément le phénomène de généralisation des trafics transfrontaliers locaux d'héroïne et de cocaïne entre Barcelone, Girona et Perpignan ;
- En décrire les modalités spatiales, économiques, sociales et familiales, en comprendre les effets sur les devenirs généraux des populations frontalières ;
- Plus particulièrement, identifier les nouvelles modalités de production de l'héroïne dans ces régions et le passage des initiatives des trafics des Gitans, traditionnellement impliqués, aux sociétés locales.

- ***Carrières, territoires et filières pénales - Pour une sociologie comparée du trafic de drogues, USTL, D. Duprez***

L'étude vise à rendre compte des conditions sociales et écologiques des trafics de stupéfiants et à analyser les modes d'organisation des réseaux de trafic et de ses membres (revendeurs, traquants).

- ***Injection intraveineuse de Buprénorphine haut dosage (Subutex®) par les usagers de drogues, REAMI, Pr A. Boissonnas***

Objectif principal de l'étude :

- Appréhender les déterminants psychosociaux et démographiques entourant le shoot de Buprénorphine haut dosage.

Objectifs secondaires de l'étude :

- Evaluer le niveau des connaissances des usagers de drogues sur la Buprénorphine haut dosage : mode d'administration, contre-indication, association déconseillée ;
- Apporter aux médecins, pharmaciens, associations d'auto-support des informations précises sur la fréquence et la nature des dérives d'utilisation de la Buprénorphine haut dosage ;
- Permettre une mise en garde adaptée aux modes et aux conditions d'utilisation de la Buprénorphine par les usagers de drogues n'ayant pas encore injecté de médicament.

- ***Evolution de la prise en charge des toxicomanes. Enquête auprès des médecins généralistes en 1997, EVAL, M. Y. Charpak***

Cette étude se propose de :

- Continuer le suivi de l'évolution de la prise en charge des toxicomanes par les médecins généralistes dans les 4 régions ayant participé aux deux études précédentes ;
- Etablir une comparaison entre 1995 et 1998, sur l'ensemble du territoire français, à la lumière des changements intervenus pendant cet intervalle de temps (mise sur le marché de la Méthadone® et du Subutex®) ;
- Etudier les relations des médecins généralistes avec les centres méthadone et leur utilisation éventuelle du Subutex®.

7. EVALUATION

Dans le domaine de l'évaluation des actions, des premières études ont été lancées et suivies :

Les comités d'environnement social, CADIS, R. Ballion

L'étude vise à :

- Etablir un état du développement des comités d'environnement social (C.E.S) : leur constitution, leur fonctionnement et les effets qu'ils génèrent ;
- Avancer (en relation directe avec une investigation de nature organisationnelle) dans la connaissance des phénomènes liés à l'usage de drogues illicites dans les établissements scolaires.

Evaluation en milieu scolaire d'un programme de prévention primaire en matière de toxicomanie, INSERM, M. Choquet

L'étude vise à :

- Etudier la faisabilité d'un programme d'évaluation des actions de prévention primaire en matière de toxicomanie
- Fournir des outils d'évaluation, auprès des jeunes et des adultes
- Proposer, dans la mesure où il s'agit d'une évaluation expérimentale, des compléments qualitatifs qui permettront d'améliorer le dispositif d'action et donc de l'évaluation

Etude des caractéristiques de la population fréquentant les programmes d'échange de seringues, INSERM, F. Lert, RNSP, J. Emmanuelli

L'étude vise à :

- Caractériser les profils socio-démographiques et les conduites à risques des usagers de drogues fréquentant les programmes d'échange de seringues. Outre les données socio-démographiques, sont décrits :
 - ✓ Les comportements à risques liés à l'usage de drogues,
 - ✓ Les comportements à risques liés à la sexualité.

A la demande de certaines administrations, l'OFDT a formé 3 groupes de travail pour élaborer les cahiers des charges d'appels à projets à lancer sur :

- l'évaluation du Bus Méthadone de Paris
- l'évaluation des interventions de prévention des toxicomanies en milieu scolaire
- l'évaluation des points écoute jeunes et/ou parents

Le premier appel à projets a été lancé. Les projets adressés à l'observatoire ont été évalués par son collège scientifique. Le projet suivant a été retenu :

Evaluation du Bus méthadone de Paris, IREP, R. Ingold, INSERM, F. Facy

Les objectifs de cette évaluation peuvent se résumer de la façon suivante :

- Les effets sur la santé des sujets d'une inscription dans un tel programme ;
- Les effets de type social de cette même inscription ;
- L'impact, sur les pratiques de consommation de drogues des sujets (consommations, modes de consommation) ;
- L'impact, sur l'environnement socio-sanitaire des sujets (accès aux soins, trajectoires ...)
- Les modalités et la fonctionnalité de l'implantation du Bus méthadone dans le réseau parisien des structures d'accueil et de soins.

L'OFDT a participé à la Première Conférence européenne sur l'évaluation des actions de prévention des toxicomanies en mars 1997 à Lisbonne.

Un petit groupe de travail a été réuni à l'OFDT 3 fois entre mai et juillet 1997 pour étudier d'un point de vue méthodologique, la pertinence du guide européen OEDT pour l'évaluation des interventions de prévention des toxicomanies, et son adaptation en France.

8. MISE EN VALEUR DES CONNAISSANCES ET DES DONNEES DISPONIBLES

8.1 PUBLICATIONS

Publications OFDT

- Répertoire des sources statistiques, OFDT, 187 p.
- Résultats récents n°2 "Estimation de la prévalence des toxicomanies aux opiacés à Toulouse"
- Résultats récents n°3 "Approche ethnographique sur la consommation de cannabis en France"
- Résultats récents n°4 "Familles et toxicomanies, initiatives privées et publiques : groupe parents, service d'aide téléphonique, de nouveaux espaces pour la parole"
- Lettre Reitox France n°1

- Lettre Reitox France n°2

□ ***Rapports d'études***

- Recherche sur les usages d'ecstasy en Gironde, CEID, ed. OFDT, 44 p.
- Recherche pilote sur la consommation d'ecstasy, IREP, ed. OFDT, 115 p.
- Familles et toxicomanies, initiatives privées et publiques : groupe parents, service d'aide téléphonique, de nouveaux espaces pour la parole, FIRST, ed. OFDT, 202 p.
- Etude fichier FNAILS des interpellations pour usage de stupéfiants au niveau de l'individu, ENSAE Junior, ed. OFDT, 41 p.

□ ***Notes et articles***

- "L'ecstasy à travers les appels au numéro vert national Drogues Info Service en 1996" , C. CARPENTIER, V. BENSOUSSAN, in : la revue documentaire TOXIBASE, 3^{ème} trimestre 1997
- La consommation de cannabis : niveau et tendance, OFDT, 15 p.

8.2 DIFFUSION

Titre de la publication	Nb. ex. diffusés au 31.12.97
"Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances, édition 96", version française	9 000
"Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances, édition 96", version anglaise	335
"Drogues et Toxicomanies : Répertoire des sources statistiques"	165
Etude fichier FNAILS des interpellations pour usage de stupéfiants au niveau de l'individu, ENSAE Junior (diffusion restreinte aux membres du Conseil d'Administration et du Collège Scientifique)	40
Familles et toxicomanies, initiatives privées et publiques : groupe parents, service d'aide téléphonique, de nouveaux espaces pour la parole, FIRST	123
La consommation de cannabis : niveau et tendance	120
Lettre Reitox France n°1	2 000
Lettre Reitox France n°2	2 000
Résultats récents n°2 : Estimation de la prévalence des toxicomanies aux opiacés à Toulouse	2 000
Résultats récents n°3 : Approche ethnographique sur la consommation de cannabis en France	2 000
Résultats récents n°4 : Familles et toxicomanies, initiatives privées et publiques : groupe parents, service d'aide téléphonique, de nouveaux espaces pour la parole	2 000
Drug Net Europe	100
Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union Européenne, 1995, version française	50
Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union Européenne, 1997 : résumé et points essentiels, version française	50

8.3 INTERVENTIONS ET PARTICIPATIONS A DES RENCONTRES EXTERIEURES

□ ***Interventions***

- "La politique de réduction des risques liés à la toxicomanie", La Mutualité Française, 27 janvier

- "Rôle et mission de l'OFDT", Académie de Pharmacie, 4 février
- "Apports méthodologiques pour l'élaboration de projets de prévention des toxicomanies dans le cadre de dispositifs nationaux et de développement urbain", IREMA, 6 février
- « Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances 96 », Agence du Médicament, 25 février
- "Conférence européenne sur les méthodes d'évaluation de la prévention", Lisbonne, 11-14 mars
- "Présentation des dispositifs de recherche et d'évaluation", Conseil Général du Nord, 12 mars
- "Drogues et toxicomanies en France : tendances actuelles", 8^{ème} conférence internationale sur la réduction des risques liés aux drogues, 25 mars
- "Présentation du rapport "Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances, édition 96""", Mutualité française, 26 mars
- "Présentation des grandes tendances", IREMA, 28 avril
- "Monitoring Illicit Drugs and Health, Trimbos Instituut" (Amsterdam), 22 et 23 mai
- "Epidémiologie et évaluation en toxicomanie", Réunion scientifique ADELFI, 24-26 septembre
- "Travaux épidémiologiques de l'OEDT", ANIT, 3 octobre
- "Consommation d'ecstasy en France : indicateurs et tendances", Expertise Collective, INSERM, 22 octobre

□ ***Participations***

- Rencontres nationales sur l'abus de drogues et la toxicomanie, 12 et 13 décembre
- Les rencontres de la MILD

9. RESEAU D'INFORMATION SUR LES DROGUES ET LES TOXICMANIES REITOX FRANCE

Le développement prévu pour le réseau au début de l'année n'a pas pu être mené entièrement, compte tenu de la décision, prise lors du conseil d'administration du 8 octobre 1997, de procéder à un audit du système, et au gel consécutif des moyens budgétaires. Certains éléments, comme l'accès aux bases de données sur le site Web, sont restés au stade de l'expérimentation sans pouvoir être rendus pleinement opérationnels.

Le recours à des prestations de services nécessaires au bon fonctionnement du réseau s'est avéré difficile à mettre en œuvre rapidement dans le cadre des règles normales de la comptabilité publique. Ainsi, un appel d'offres général a été lancé en début d'année, afin de retenir des profils qui pouvaient être mobilisés sur différents projets. Cet appel d'offres portait sur 19 lots. Il a permis :

- à 59 sociétés de retirer un dossier,
- à 30 sociétés de répondre,

- à 27 personnes d'être convoquées pour des entretiens.

Le traitement de l'ensemble de cette procédure n'a rendu possible les premières interventions qu'à partir du mois de juillet, pour 5 lots.

9.1 MEMBRES DU RESEAU

Connexions

L'ensemble des membres du collège scientifique est maintenant relié au réseau, complétant ainsi le premier cercle des partenaires scientifiques et techniques. La mise en liaison d'un second cercle, incluant les principaux partenaires administratifs de la lutte contre la drogue et la toxicomanie, est amorcée : membres du Conseil d'Administration de l'OFDT, chargés de mission de la MILD'T, chefs de projets (voir liste des connexions en annexe).

Formations

Dans un premier temps, le manuel de l'utilisateur et les transparents, supports des formations, ont été mis à jour.

Deux modules de formation ont été programmés :

- Module 1 : initiation aux outils « Internet » pour les « nouveaux partenaires ».
- Module 2 : complément d'information sur Word et sur des outils de "découpage de documents" développés par l'OFDT, pour les « partenaires experts ».

Le module 1 vient en prolongement d'une information succincte faite lors de la connexion. Cette journée est à la fois beaucoup (de nombreux utilisateurs n'ont jamais eu de formation, ni effectué de connexion modem) et trop peu au regard des nombreuses choses à apprendre pour utiliser un micro-ordinateur.

Le module 2 se situe au début d'une assistance plus complète pour réaliser des documents Word élaborés, pouvant être directement transférés sur le bulletin électronique.

A l'issue de ces formations, une fiche d'évaluation était remplie. L'analyse de ces fiches reflète, en général, une satisfaction des personnes formées. Une seule indique que cette formation correspond en partie aux attentes mais mentionne la "*nécessité d'un stage plus pratique avec utilisation des ordinateurs*" (16/10/97).

Cette remarque pose la question de savoir si l'OFDT doit se substituer aux services de formation internes. Le but de cette formation est et doit être un complément d'information sur l'utilisation d'une messagerie et d'un navigateur WEB. L'OFDT ne peut pas pallier les manques de formation ou de pratique de base des outils informatiques. La solution serait peut être de ne connecter que des utilisateurs ayant un minimum de connaissance sur l'utilisation simple d'un micro ordinateur.

Des journées fixes ont été programmées. Des journées spécifiques pouvaient être réalisées. C'est le cas de celle du 14/10 à Dijon. Plusieurs appels à inscription ont été lancés à tous les partenaires (par fax, par e-mail et par courrier). Au total, 12 journées (9 « module 1 » et 3 « module 2 ») ont été réalisées, touchant 19 personnes.

9.2 MAINTENANCE DU RESEAU

La nécessaire continuité du service a conduit Reitox France à mettre en place un service SVP.

Principe du SVP

En cas de problème technique les partenaires joignent le secrétariat REITOX France. Une fiche d'incident, contenant toutes les informations nécessaires, est ouverte. Le secrétariat règle immédiatement, quand cela est possible, le problème par téléphone. Quelques-uns, plus complexes, demandent l'intervention ou la connaissance d'un technicien plus qualifié. L'information sur l'incident est ainsi conservée pour permettre l'auto-formation sur la solution apportée. Chaque semaine un bilan permet d'avoir un aperçu précis des problèmes rencontrés. Les utilisateurs sont informés par téléphone, sur l'avancement du règlement de leur incident.

Bilan des incidents

Au total, 323 interventions techniques (correspondant à plus de 367 heures) ont été effectuées, aussi diverses que pointues : déplacements chez les partenaires pour résoudre toutes sortes de problèmes informatiques (disque dur hors-service, paramétrage et configuration d'Internet), installations de logiciels, aide en ligne avec les partenaires, configurations de postes. Ces temps ne tiennent pas compte de celui nécessaire pour administrer ces incidents.

Nombres d'incidents

Partenaires	Total	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Autres	107	11	5	10	10	6	7	11	3	9	4	13	18
OFDT	133	10	1	8	10	6	6	18	7	15	14	26	12
TOXIBASE	83	10	1	7	4	6	2	8	5	6	13	10	11
TOTAL	323	31	7	25	24	18	15	37	15	30	31	49	41

Du relevé des incidents, nous pouvons dégager les tendances suivantes. La charge de travail se répartit entre trois grands postes de même importance : l'OFDT, TOXIBASE et les autres partenaires. Le poids relatif important pris par TOXIBASE (près d'un tiers de la charge) s'explique par la priorité accordée à ce partenaire dans le développement du réseau et l'utilisation intensive des services mis à sa disposition pour les projets communs mais aussi, pour son propre travail en réseau (le centre coordonateur et les centres associés répartis sur le territoire français étant connectés).

9.3 OUTILS ET SERVICES

□ Modernisation des outils

Une mise à jour technique en Windows 95 de 11 postes de l'OFDT a été réalisée.

REITOX France a mis en place le Kiosque Micro de France Télécom pour la connexion des nouveaux partenaires permettant l'abandon du rappel automatique des partenaires ("Call Back") qui engendrait des frais téléphoniques non maîtrisables. Le coût du kiosque micro est un forfait fixe quelque soit le nombre d'appels ou le temps passé.

La montée en puissance des accès au réseau a rendu nécessaire une augmentation de la vitesse des lignes « Internet » qui est passée en octobre de 19,2 à 128k. L'attente d'une conjoncture tarifaire favorable a retardé à cette date cette évolution, créant, dans les mois précédents des perturbations, par manque de puissance.

Dans le domaine des serveurs, les évolutions suivantes ont été réalisées :

- Changement des versions des trois serveurs « Unix SCO » et éclatement de la production sur deux serveurs, solution qui permet un secours mutuel (si une machine a des problèmes, toutes les applications peuvent basculer sur l'autre), et une réduction sensible des temps de réponse.
- Installation de « Dip Maker » sur « UNIX-SCO. »
- Installation de deux « serveurs NT ». La mise en production est prévue pour le second semestre 1998 en lien avec deux évolutions envisagées : la publication sur Internet avec "Dip Maker" et l'utilisation de la suite logiciel "Netscape suite pro". A moyen terme, l'abandon d'UNIX SCO est envisagé.

L'OFDT s'est doté d'un système permettant d'envoyer de manière instantanée des messages en masse aussi bien en direction de fax que d'adresses électroniques.

Chaque poste connecté à Reitox France peut disposer, à sa demande, d'un antivirus. L'OFDT a acquis un forfait pour 70 postes avec mise à jour. Un jeu de disquettes de mise à jour est envoyé à chaque utilisateur inscrit. Une documentation extraite des procédures partenaires est jointe. L'installation est réalisée par les partenaires. Ces disquettes sont dupliquées par le Secrétariat avant d'être envoyées par courrier. Trois diffusions ont été réalisées pour une trentaine de postes. De plus, un travail de sensibilisation a été entrepris auprès de certains utilisateurs qui avaient leurs fichiers joints infestés.

□ Services

Grâce aux nouvelles technologies, Reitox France proposait, fin 1997, les systèmes d'information et de communication suivants :

Système d'alerte rapide

Ce système permet d'envoyer de manière instantanée des messages en masse aussi bien en direction de fax que d'adresses électroniques. Cette application a été utilisée avec succès à l'occasion des 1ères Rencontres nationales sur l'abus de drogues et la toxicomanie, à l'occasion desquelles ont pu être jointes simultanément 150 personnes par fax, 100 personnes par courrier électronique.

Système d'échange rapide

Les partenaires peuvent, à travers Reitox France, échanger entre eux un nombre illimité de messages de manière instantanée, et ce directement depuis leur micro-ordinateur par le service de messagerie électronique. Environ une centaine d'individus en bénéficient (voir liste en annexe).

Système de remontées d'informations structurées

Ce système peut servir de support logistique à des remontées d'informations de toutes sortes. Il rend possible la consultation et la réponse à un questionnaire, par exemple, à partir d'un simple Minitel ou d'un micro-ordinateur connecté à Internet. Les avantages induits par ce procédé sont multiples:

- **ECONOMIE** : Suppression des coûts inhérents à la fois au poste et au transfert des données fournies du support papier au support informatique.
- **RAPIDITE** : Transmission instantanée de ces données.
- **EFFICACITE** : Contrôle à la source de la cohérence de ces données.
- **SIMPLICITE** : Paramétrage automatisé des destinataires du questionnaire. Possibilité d'interroger à intervalles réguliers ces destinataires.

Les CEIP ont contribué en 1996 à tester, à travers l'enquête OPPIDUM, la faisabilité de cette application. L'OFDT va maintenant l'utiliser pour assurer une partie du suivi des tendances récentes en matière de drogues et de toxicomanies.

Système d'information de masse

Le bulletin électronique de Reitox France, visible sur le Web d'Internet, permet aux partenaires de publier des informations en nombre, accessibles aux autres partenaires et au grand public.

9.4 BULLETIN ELECTRONIQUE

Cette année devait être pour le bulletin électronique de Reitox France une année de montée en régime. Des efforts particuliers ont donc été entrepris. Ils ont permis une amélioration sensible aussi bien de son habillage que de son contenu. Le poste de chargé de mission, pourvu à partir d'avril, a permis cette nette amélioration.

Les pages d'informations générales se sont particulièrement développées et structurées, avec notamment la mise en production de 5 grands dossiers

thématisques et d'une synthèse bimensuelle de l'actualité des drogues et des toxicomanies dans les médias.

Son architecture a été réorganisée en juin, avec notamment le développement d'une partie Europe présentant les partenaires du réseau européen. De nombreux liens ont été créés vers des serveurs étrangers ou internationaux : points focaux Reitox, programme Phare, DG5 de la Commission européenne, PNUCID.

Au total, 3 parties, l'Europe, l'espace partenaires et les bases de données, ont été mis en avant sur la page d'accueil.

Ce travail sur le contenu a été poursuivi par la mise en production du rapport 96 "Indicateurs et tendances" de l'OFDT, mais aussi de rubriques d'actualité (revue de presse, colloques, lettre de Reitox France...) et de dossiers thématiques (produits, trafics, consommation, soins, répression).

Parallèlement, le bulletin a été repensé en termes d'agrément afin d'obtenir une navigation facilitée, des informations de base pour le grand public et un bulletin plus ouvert sur l'actualité des drogues et des toxicomanies.

A partir de septembre a été mis en place sur chaque page un bandeau de navigation où sont listées les principales subdivisions du site, sur lesquelles il suffit de cliquer pour sauter de l'une à l'autre. Un bouton "Nouveautés" permet par ailleurs de repérer d'un seul coup d'œil les documents récemment mis en production.

Le moteur de recherche par mot-clef est quant à lui toujours consultable en bas de chaque page ; des modifications techniques ont toutefois permis de le rendre plus rapide et plus efficace.

En décembre, la tenue des 1ères Rencontres nationales sur l'abus de drogues et les toxicomanies ont permis de démontrer à un large éventail de spécialistes les possibilités de publier en masse et rapidement un grand nombre de documents sur le bulletin électronique.

Dans le même temps, une nouvelle page d'accueil a été inaugurée, intégrant une représentation du logo de Reitox France depuis laquelle on peut accéder aux 3 principales parties du bulletin (technique de la « clickable map »).

Au total, les partenaires ayant publié sur le bulletin électronique en 1997 sont nombreux : Drogues Info Service, Toxibase, la MILDT, le GDR « Psychotropes, Politique et Société », l'Observatoire Géopolitique des Drogues, l'ORS du Limousin, l'IREP, Environnement sans frontière, Drug Watch Institute.

Deux accès à des bases de données ont été ouverts en phase expérimentale sur le site Internet de l'observatoire, :

- base documentaire de TOXIBASE,
- annuaire des services spécialisés de DIS.

D'autres accès ont été étudiés :

- actualisation de la base des références des textes législatifs et réglementaires de la MILDT,
- base de données européenne des outils vidéo de prévention du CECD,

□ **Le bulletin en chiffre**

Le contenu du site au 31.12.97

Nombre de documents (fichiers HTML)	3656
Nombre d'images (fichiers GIF):	1799
Nombre de fiches bases de données	29771
Total	35397

Production de documents en 1997

Nombre de documents Word écrits ou réécrits par les services de Reitox France en vue d'une publication sur le bulletin électronique	239
Nombre de documents Word fournis par des partenaires et mis en style par les services de Reitox France en vue d'une publication sur le bulletin électronique	214
Nombre de documents Web mis en production par les services de Reitox France sur le bulletin électronique	4986

Les accès au bulletin en 1997

	janv	févr	Mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Total
adresses différentes	2 421	3 013	3 504	3 376	3 380	2 566	1 886	1 722	2 418	3 237	2 468	1 174	n.c.
passages Home page	1 111	1 192	1 507	1 633	1 413	1 483	1 312	1 003	1 703	1 899	1 632	2 187	18 075
Textes fich. HTML	14 137	15 929	20 639	22 060	22 209	19 895	19 139	14 527	29 387	28 219	36 159	35 729	278 029
Images fichiers Gif	18 780	21 214	26 202	26 164	25 673	23 254	11 900	9 829	20 025	62 561	60 009	58 026	363 637
Moteurs de recherche	2 965	2 829	4 398	5 325	4 425	3 164	2 296	1 857	2 851	3 892	3 494	3 313	40 809
Base Toxibase	605	279	1 044	2 115	1 077	828	459	748	711	1 023	972	1 179	11 040

Base	DIS	0	0	0	0	220	216	486	46	138	140	77	260	1 584
Total accès		37 327	41 666	53 539	56 951	55 364	48 954	36 112	28 550	55 173	100 437	103 716	101 068	718 857

10. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OBSERVATOIRE EUROPEEN DES DROGUES ET DES TOXICOMANIES

10.1 TRAVAUX DU RESEAU REITOX

Rapport national 96

Les rapports nationaux sont les contributions de chaque point focal national à l'élaboration du rapport annuel de l'OEDT. Le cadre de travail donné par l'OEDT a été respecté mais certaines adaptations ont été rendues nécessaires. Ainsi, certains chapitres ont été regroupés ou les libellés adaptés pour mieux coller à la réalité culturelle nationale. Enfin il n'était pas possible d'envisager un travail en profondeur sur l'ensemble des chapitres, compte tenu à la fois de l'ampleur de la tâche à entreprendre et des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Certains chapitres sont donc plus développés que d'autres ; certains ne sont même pas abordés, ne pouvant pas, dans les délais impartis, faire l'objet d'un travail sérieux.

- version française livrée en mars 1997
- version anglaise livrée en juillet 1997

L'OFDT s'est chargé de mettre à jour les chiffres sur la France (nombreuses demandes entre juin et septembre 1997) du Rapport annuel de l'OEDT (1997) et a revu la traduction française des 15 pages de résumé du rapport.

Une réflexion a été engagée sur la mise en place d'un système de suivi des tendances récentes dans les domaines de la demande et de l'offre de stupéfiants. Elle a fait l'objet d'un rapport remis à l'OEDT dans le cadre du programme de travail Reitox 1997

Diffusion des travaux de l'OEDT

L'observatoire a créé une liste de diffusion et a diffusé le rapport sur l'état de la drogue en Europe, en version anglaise et française, et le bulletin d'information de l'OEDT : Drug Net.

Réunions points focaux

L'observatoire a participé aux réunions de coordination du réseau REITOX :

- réunion du 27/28 février
- réunion 30 juin/1^{er} juillet

- réunion 2/3 octobre

Ces réunions, regroupant périodiquement les responsables des points focaux nationaux du REITOX et l'équipe de travail de l'OEDT, ont abordé le rôle des points focaux et leur statut, le programme de travail propre à REITOX et son articulation avec les autres activités de l'OEDT.

10.2 AUTRES TRAVAUX DE L'OEDT

L'OEDT a engagé un grand nombre d'études ou de groupes de travail sur les deux axes de son programme de travail : l'épidémiologie et la réduction de la demande. L'OFDT participe à certains de ces travaux.

l'OFDT a participé à une tâche sur l'harmonisation des indicateurs sur les demandes de traitement.

Suite aux conclusions du séminaire conjoint OEDT/Groupe Pompidou, une étude pilote a été conduite sur le thème de la prévalence au niveau national. Les cinq pays participants (Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Suède) ont comparé les différentes méthodes utilisées et les ont appliquées à leur niveau. L'OFDT a rédigé un rapport national "Annual report on the state of the drugs problem in the European Union". L'étude aboutit à des recommandations pour une application de méthodes et définitions communes aux 15 Etats membres. De plus, au niveau national, ce travail permettra d'actualiser l'estimation de la prévalence.

Une étude pilote, faisant suite également aux conclusions du séminaire conjoint OEDT/Groupe Pompidou, a été conduite sur les méthodes d'estimation de la prévalence au niveau local. La méthode capture/recapture sur des standards communs a été appliquée pour estimer la prévalence de la toxicomanie sur 6 villes européennes (Autriche, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas). Le responsable de l'étude réalisée sur Toulouse, financée par l'OFDT, a participé à ce groupe de travail.

Un groupe d'experts examine un projet de protocole pour les études de cohorte de toxicomanes centrées sur la mortalité. L'objectif est d'assurer une meilleure comparabilité aux futures études qui seront menées sur ce thème. L'OFDT a assisté à une réunion sur les différents systèmes d'enregistrement des décès organisée par l'Osservatorio di Lazzio (Rome) afin de mener une étude de faisabilité pour la mise en place d'une étude de cohorte pour étudier la mortalité dans différents pays d'Europe.

Une étude, visant à améliorer la comparabilité des enquêtes en population générale menées en Europe, est en cours. Un groupe de travail, composé des différentes personnes susceptibles de conduire prochainement de telles enquêtes, s'est réuni à plusieurs reprises pour élaborer un document comportant des lignes directrices méthodologiques. L'OFDT participe à ce groupe de travail. Les enseignements tirés de cette participation à ce groupe sont directement utilisés dans la démarche entreprise sur ce thème au niveau national.

11. TRAVAUX INTERNATIONAUX

11.1 GROUPE POMPIDOU

L'OFDT a participé aux deux réunions du sous-groupe des experts en épidémiologie.

L'OFDT a, en outre :

- Coordonné les contributions et rédigé le Rapport national de la France pour la session de printemps,
- Coordonné la participation française de la réactualisation de l'étude Multivilles pour la session d'automne.

11.2 PROGRAMME PHARE

L'observatoire a poursuivi sa participation au volet « système d'information » du programme PHARE qui apporte un soutien de l'Union Européenne aux pays de l'Europe centrale et orientale. Cette participation s'est concrétisée par une mission de soutien et d'expertise en Pologne en janvier. L'OFDT a parrainé l'activité de quatre pays participants à ce programme (Albanie, Bulgarie, Pologne, Roumanie) qui s'est conclu par un séminaire de validation en avril.

ANNEXES

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GIP « OFDT »

AU 31.12.97

- *Membres du groupement d'intérêt public*

- Ministère de la Justice

Monsieur Gilbert AZIBERT, Direction de l'Administration Pénitentiaire,
Président du Conseil d'Administration

- Mission Interministérielle à la Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie,

Madame Françoise de VEYRINAS, Vice- Présidente du Conseil d'Administration

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Madame Marie-Pierre JOLY, Direction Générale de la Santé

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Madame Laurence LEFEVRE, Direction Générale de la Santé, Chef du bureau SP3

- Ministère de la Défense

Général Jean-Claude GILLOT, Direction Générale de la Gendarmerie Nationale

- Ministère de l'Intérieur

Monsieur Michel BOUCHET, MILAD

- Ministère des Affaires Etrangères

Monsieur Eric DANON, sous Directeur de la Sécurité

- Secrétariat d'Etat chargé du Budget

Monsieur Claude ANFRAY, Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

- Ministère de la Jeunesse et des Sports

Madame Dominique BILLET

- Ministère de l'Education Nationale, direction des lycées et collèges,

Madame Nadine NEULAT, DLC 16

- TOXIBASE

Monsieur Pierre ANGEL, Président

- Fédération Nationale des Observatoires Régionaux (FNORS),

Monsieur Alain TRUGEON, Président

- *Autres participants*

- Madame Elisabeth AUBOURG, **Commissaire du Gouvernement, Inspection Générale des Affaires Sociales**

- Monsieur Hubert REDON, **Contrôleur d'Etat, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Contrôle Financier**

- Professeur Roger HENRION, **Président du Collège Scientifique**

LISTE DES MEMBRES DU COLLEGE SCIENTIFIQUE DU GIP OFDT

AU 31.12.97

- *Représentants statutaires*

- CESDIP

Monsieur René LEVY, Directeur du CESDIP

- DGDDI

Monsieur Georges FRAGA, Chef du bureau A/2 gestion du personnel et action sociale

- INSEE

Monsieur Jean BEGUE, Inspecteur Général

- INSERM

Madame France LERT, Directeur de recherche

- OCRTIS

Monsieur Dominique PECHEUX, responsable du FNAILS

- DCSSA

Médecin en chef LAFONT Bernard, professeur de psychiatrie à l'Hôpital d'Instruction des Armées du Val de Grâce

- SESI

Monsieur Alain CHARRAUD, Sous directeur des statistiques, des études et des prévisions sur l'offre

- Membres nommés à titre personnel

- Professeur HENRION Roger

Professeur à la faculté de Port Royal, Membre de l'Académie nationale de médecine

Président du Collège scientifique

- Monsieur CAGNI Gérard

Directeur de la SEDAP

Vice-Président de TOXIBASE, France Formation Toxicomanies, Réseau Interdisciplinaire en Toxicomanie et Epidémiologie

- Monsieur DALLY Sylvain

Professeur de médecine légale, université de Paris VII

Praticien hospitalier Hôpital Fernand Widal, Vice Président de l'ANPA

- Monsieur DESCHAMPS Jean-Pierre,

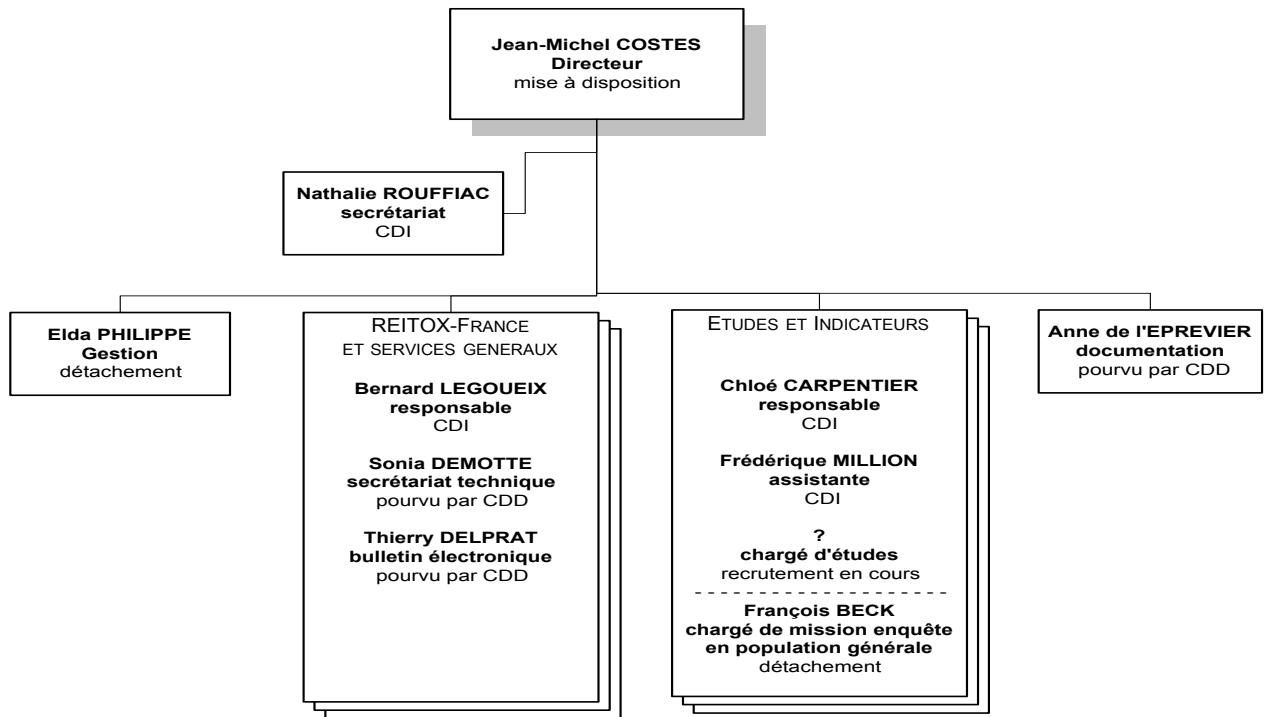
Professeur de santé publique, Nancy

- Monsieur EHRENBERG Alain

Maître de conférence en sociologie, Paris Dauphine ; codirecteur du groupement de recherche « Psychotropes, politique, société » du CNRS

- Monsieur EPELBOIN Alain
Médecin ethnologue, chercheur au CNRS, laboratoire d'ethnolinguistique
- Madame FAUGERON Claude
Directeur de recherche CNRS
- Monsieur JACOB Claude
Praticien hospitalier, chef de service, intersecteur des pharmacodépendances du CHS de Jury les Metz
- Monsieur KOPP Pierre
Professeur des universités à la faculté des Sciences Economiques de Reims
Agrégé de l'université en sciences économiques
- Monsieur PAGES Bernard
Premier substitut, Chef de la première section du Parquet de Paris
- Monsieur VALLEUR Marc
Praticien hospitalier au centre médical Marmottan

ORGANIGRAMME DE L'OFDT - DECEMBRE 97



Poste permanent

Suite aux décisions du Conseil d'Administration du 9 décembre 1997, les CDD sur les postes permanents seront transformés en CDI.



Liste des Individus Connectés à Reitox-France

<i>organisme</i>	<i>nom</i>	<i>prénom</i>	<i>e-mail</i>
<i>Groupe ANIT</i>			
ANIT	Gerey	Nicole	niger@ofdt.fr
<i>Groupe C.A. GIP</i>			
	ANGEL	Pierre	angel@calvanet.calcacom.fr
Ministère de la justice CSDIP	AZIBERT	Gilbert	giazi@ofdt.fr
Ministère des affaires Etrangères	DANON	Eric	erdan@ofdt.fr
MILDT	de_VEYRINAS	Françoise	frdev@ofdt.fr
DGS/SP3	JOLY	Marie-Pierre	marie-pierre.joly@sante.gouv.fr
DGS/SP3	LEFEVRE	Laurence	noelle.voirin@sante.gouv.fr
Education Nnationale	NEULAT	Nadine	naneu@ofdt.fr
FNORS	TRUGEON	Alain	fnors@imaginet.fr
<i>Groupe CECD</i>			
CECD	Singer.	Anne	ansin@ofdt.fr
<i>Groupe Ceip</i>			
CEIP BORDEAUX	Begaud	Bernard	bebeg@ofdt.fr
	GIRAUD	Chantal	chgir@ofdt.fr
CEIP CAEN	Le Doze	Francois	fried@ofdt.fr
CEIP GRENOBLE	MALLARET	Michel	mimal@ofdt.fr
CEIP CAEN	Moulin	Maurice	momou@ofdt.fr
<i>Groupe CHEF DE PROJET</i>			
Préfecture Alpes Martimes (06)	Bellon	Jean	jebel@ofdt.fr
Sous Préfect Loire Altantique (44)	Boscat	Michel	mibos@ofdt.fr
Préfecture NORD (59)	Franquet	Jacques	jafra@ofdt.fr
Préfecture Rhône (69)	Lanvers	Claude	cilan@ofdt.fr
Sous Préfect Ain (01)	Latron	Patrice	palat@ofdt.fr
DDASS Seine St Denis (93)	Leger	Anne-Marie	anleg@ofdt.fr
	Lepretre	Elisabeth	ellep@ofdt.fr
DDASS ESSONNE (91)	Loirat	Jean-Louis	jeloi@ofdt.fr
DDASS Marne (51)	Meurin	Christian	chmeu@ofdt.fr
DDASS Calvados (14)	Pambou	Evelyne	evpam@ofdt.fr
DDASS Haute-Loire (43)	Rolland	Jacqueline	jarol@ofdt.fr
DDASS Hauts de Seine (92)	Sardou	Pierre	pisar@ofdt.fr
Jeunesse et Sport Indre (36)	Szarzynski	Serge	sesza@ofdt.fr
DDASS ORNE (61)	THILLET	André	anthi@ofdt.fr
DDASS Pas de Calais (62)	Wyart	Jean-Louis	miwya@ofdt.fr
<i>Groupe CHEF DE PROJET ASSIST</i>			
DDASS Seine St Denis (93)	Bertin	Patricia	paber@ofdt.fr
Loire Altantique (44)	Caron	Lucie	lucar@ofdt.fr
Préfecture Moselle (57)	Reveillard	Mary-Line	marev@ofdt.fr
DDASS ESSONNE (91)	Wluczka	Marc	mawlu@ofdt.fr
<i>Groupe CHU DIJON</i>			
CHU DIJON	Pinot	Jean-Michel	jepin@ofdt.fr
<i>Groupe collège scientifique</i>			
SESI	Antoine	Delphine	deant@ofdt.fr
SEDAP	Cagni	Gerard	gecag@ofdt.fr
OFDT	Carpentier	Chloe	chcar@ofdt.fr

organisme	nom	prénom	e-mail
SESI	Charraud	Alain	deant@ofdt.fr
OFDT	Costes	Jean-Michel	jecos@ofdt.fr
CEIP Paris	DALLY	Sylvain	dally@ext.jussieu.fr
Ecole de Santé Public Université Nancy 1	Deschamps	Jean-Pierre	deschamp@sante-pu.u.nancy.fr
GDR	EHRENBERG	Alain	ehren@ehess.fr
GDR	Faugeron	Claude	cifau@ofdt.fr
CollScien	Henrion	Roger	rohen@ofdt.fr
GDR	Kopp	Pierre	pikop@ofdt.fr
HIA Val de Grace	Lafont	Bernard	berlaf@easynet.fr
Hopital St-Maurice	Lert	France	f.lert@st-maurice.inserm.fr
Ministère de la justice CSDIP	Levy	René	rlevy@ext.jussieu.fr
Marnottan	Pages	Bernard	
OCRTIS	Pecheux	Dominique	dopec@ofdt.fr
MARMOTAN	Valleur	Marc	AZRAIL@easynet.fr
Groupe Dis			
DIS	Cohen	Baptiste	bacoh@ofdt.fr
DIS	decorse	laurent	ladec@ofdt.fr
Groupe ESF			
ESF	SENE	Guillaume	gusen@ofdt.fr
Groupe FFT			
FFT	Estivalet	Emmanuelle	emest@ofdt.fr
FFT	Gagne	Sophie	sogag@ofdt.fr
Groupe FNORS			
FNORS	TRUGEON	Alain	fnors@imagine.net.fr
Groupe GDR			
GDR	Schiray	Michel	misch@ofdt.fr
Groupe Gendarmerie			
	Vallegiani	Raymond	raval@ofdt.fr
Groupe GT 69			
GT 69	Chossegros	Phillipe	phcho@ofdt.fr
GT 69	Collot	Laurette	lacol@ofdt.fr
GT 69	Fhima	Albert	alphi@ofdt.fr
GT 69	Jean_Charles	Regine	rejea@ofdt.fr
GT 69	Juppet	Alain	ajup@ofdt.fr
Groupe IREP			
IREP	Andre	Pascale	paand@ofdt.fr
IREP	Cagliero	Suzanne	sucag@ofdt.fr
IREP	Ingold	Rodolphe	roing@ofdt.fr
IREP	Toussirt	Mohamed	motou@ofdt.fr
Groupe MILD'T			
MILD'T	de VEYRINAS	Françoise	frdev@ofdt.fr
MILD'T	Dhennin	Pierre	pidhe@ofdt.fr
MILD'T	Guidotti	Marie-Claire	magui@ofdt.fr
MILD'T	Lecarval	Frederic	frlec@ofdt.fr
MILD'T	Lepretre_o	Octave	oclep@ofdt.fr
MILD'T	Million_d	Danielle	damil@ofdt.fr
Groupe OCRTIS			
OCRTIS	Ansel	Herve	heanc@ofdt.fr
OCRTIS	Bernard	Laurent	laber@ofdt.fr
Groupe OFDT			

<i>organisme</i>	<i>nom</i>	<i>prénom</i>	<i>e-mail</i>
OFDT	Beck	Francois	frbec@ofdt.fr
OFDT	Carpentier	Chloé	chcar@ofdt.fr
OFDT	Costes	Jean-Michel	jecos@ofdt.fr
OFDT	de_I_Eprevier	Anne	andel@ofdt.fr
OFDT	Delprat	Thierry	thdel@ofdt.fr
OFDT	Demotte	Sonia	sodem@ofdt.fr
INTS	Franka	Jean	jefra@ofdt.fr
OFDT	Legoueix	Bernard	beleg@ofdt.fr
OFDT	Million	Frederique	frmil@ofdt.fr
OFDT	Philippe	Elda	elphi@ofdt.fr
OFDT	Rouffiac	Nathalie	narou@ofdt.fr
<i>Groupe Reseau_62</i>			
MG&T62	Chevalier	Dominique	doche@ofdt.fr
DASD-AM	Damageux	Nicole	nidam@ofdt.fr
Point Jeunes la vie active Arras	Delevaque	Christian	chdel@ofdt.fr
CDES 62	Denois	Véronique	veden@ofdt.fr
DASD-AM	Selosse	Jean-Claude	jesel@ofdt.fr
<i>Groupe SEDAP</i>			
SEDAP	Bendit	Emmanuel	emben@ofdt.fr
SEDAP	Cagni	Gerard	gecag@ofdt.fr
SEDAP	Gueneau	Thierry	thgue@ofdt.fr
<i>Groupe Toxibase</i>			
ASS GRICA	Archambeau	Blandine	blarc@ofdt.fr
	Bertrand	Jean-Paul	jeber@ofdt.fr
SEDAP	Blanc	Corinne	cobra@ofdt.fr
Toxibase Didro	Callard	Laurence	lacal@ofdt.fr
MARMOTAN	Carrandie	Clotilde	clcar@ofdt.fr
Centre Acceuil Soins	Fellinger	Elisabeth	elfel@ofdt.fr
AMPT Marseille	Ferenczi	Anne	anfer@ofdt.fr
	Gautier	Nadine	nagau@ofdt.fr
TOXIBASE Lyon	Grumel	Nathalie	nagru@ofdt.fr
Toxibase	Guigue	Sandrine	sagui@ofdt.fr
TOXIBASE LYON	Laguarde	Marie-Odile	malag@ofdt.fr
Toxibase CRDT	Lamazere	Elisabeth	ellam@ofdt.fr
CAST REIMS	Mathieu-Vermote	Micheline	mimat@ofdt.fr
Toxibase REIMS	Bulart	Christian	chbul@ofdt.fr
Toxibase REIMS	Freda	Hugo	hufre@ofdt.fr
Toxibase REIMS	Moreau	Thibault	thmor@ofdt.fr
Toxibase REIMS	Repellin	Jean	jerep@ofdt.fr
Toxibase REIMS	ROUAN	Michele	mirou@ofdt.fr
TOXIBASE Lyon	Priouret	Marie-Lise	mapri@ofdt.fr
Toxibase	Rouault	Thomas	throu@ofdt.fr
TOXIBASE Lyon	Surrel	Marie-Noelle	masur@ofdt.fr